



HAL
open science

Les migrants, sujets de la mobilisation ? L'expérience des migrants équatoriens dans la crise espagnole à la fin des années 2000

Olga L Gonzalez

► **To cite this version:**

Olga L Gonzalez. Les migrants, sujets de la mobilisation ? L'expérience des migrants équatoriens dans la crise espagnole à la fin des années 2000. *Amérique Latine : Histoire et Mémoire. Les cahiers ALHIM*, 2011. hal-01974342

HAL Id: hal-01974342

<https://hal.science/hal-01974342>

Submitted on 8 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Olga L. González, « Les migrants, sujets de la mobilisation ? L'expérience des migrants équatoriens dans la crise espagnole à la fin des années 2000 », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 22 | 2011, [En ligne], Mis en ligne le 8 février 2012. URL : <http://alhim.revues.org/index4151.html>

Les migrants, sujets de la mobilisation ? L'expérience des migrants équatoriens dans la crise espagnole à la fin des années 2000

Résumé

Cet article a pour objet l'analyse d'une lutte de migrants à Madrid à la fin des années 2000. À partir de cette expérience concrète, nous souhaitons réfléchir à la question plus générale de la mobilisation des migrants, un thème relativement peu traité dans la littérature. La première partie de l'article présente la mobilisation et l'organisation de migrants équatoriens en vue de garder leur logement et dénoncer les pratiques abusives du système bancaire. Initiée en 2008, elle a connu un regain avec le mouvement des *indignados* pendant l'été 2011. La deuxième partie de l'article examine quelques hypothèses relatives à l'invisibilité de ce type de mobilisation et s'interroge sur ses conséquences.

Mots clés :

Mobilisation, migrants, crise économique, Équatoriens en Espagne, Crédit hypothécaire, mouvement social

Abstract

The aim of this article is to study the Ecuadorian migrants struggle to keep their homes and expose abuses of the banking system in the late 2000s in Madrid. From this experience, we want to think about the broader issue of the mobilization of migrants, a topic that has had relatively little attention in the sociological literature. The first part of the article presents this mobilization: initiated in 2008, carried by migrants, it has rebounded with the movement of *indignados* during the 2011 summer. The second part of the article examines some possible hypothesis about the invisibility of such protests and raises questions about its consequences.

Key words:

Migrants' mobilization, economic crisis, Ecuadorians in Spain, mortgage, social movement

Plan

INTRODUCTION	2
A. DES ANDES A MADRID : QUAND LES MIGRANTS SE MOBILISENT.....	2
<i>D'une crise financière à l'autre, le travail déraciné</i>	3
<i>Crise immobilière et mobilisation</i>	4
B. DE LA NECESSITE DE PENSER LES MOBILISATIONS DES MIGRANTS	10
CONCLUSION.....	13
BIBLIOGRAPHIE	13

Introduction

Les luttes des migrants sont relativement peu étudiées par les chercheurs spécialistes des migrations ou par ceux qui s'intéressent aux mouvements sociaux. Pourtant, ce terrain de réflexion renvoie à des problématiques très riches, dévoilant des processus sociaux singuliers et ouvrant des perspectives politiques fertiles.

En effet, un des intérêts majeurs de travailler sur ces thèmes réside dans le fait que, en raison de leur statut, les migrants sont particulièrement vulnérables, servant en quelque sorte de baromètre des changements sociaux. Cependant, l'intérêt porté aux migrants ne saurait se limiter à la spécificité de leur situation ou de leurs conditions de vie. Précisément, la mobilisation des migrants, même si elle s'inscrit dans des conditions particulières d'exclusion, obéit à des facteurs plus profonds et plus larges et touchant l'ensemble de la société.

Parmi les questions qui surgissent, il s'agit de connaître les conditions qui permettent l'émergence de la mobilisation des migrants (existe-t-il des revendications plus naturellement portées par eux ? quelles sont les circonstances qui favorisent la prise de parole chez les migrants ?). Ou bien, de s'interroger sur l'émergence possible d'un mouvement transnational de contestation, prenant en compte la singularité de la situation des migrants mais allant au-delà de celle-ci.

Dans cette perspective, nous nous penchons ici sur la mobilisation des Equatoriens à la fin des années 2000 en Espagne. Dans ce pays, la crise a touché les ménages endettés pour acheter un logement –en effet, comme aux Etats-Unis, l'équivalent d'une crise des *subprimes* s'est produit en raison de l'explosion des crédits accordés à des personnes incapables de rembourser leurs dettes. Or, en Espagne, un très important nombre de migrants avait été encouragé à engager ces prêts durant les années 2000. Avec la crise et la montée du chômage, de nombreuses familles n'ont pas pu continuer à payer leurs mensualités et ont été expulsées de leur logement. La première partie de cet article rappelle les mécanismes économique-financiers à l'origine du départ des migrants de leur pays, illustre les méthodes des institutions financières qui ont conduit au surendettement et à la crise, et surtout décrit les enjeux de la mobilisation des migrants. La deuxième partie examine les raisons de l'invisibilité de ce type de mobilisation et s'interroge sur ses conséquences.

A. Des Andes à Madrid : quand les migrants se mobilisent

Pour les Equatoriens installés dans les pays du Nord, la crise économique de la fin des années 2000 n'est pas la première qu'ils ont dû affronter : leur propre processus migratoire, et pour ainsi dire leur propre histoire personnelle, sont une conséquence indirecte d'une autre crise. Dans les paragraphes qui suivent, nous verrons comment les principaux mouvements migratoires

internationaux des Equatoriens vers et à partir de l'Espagne sont à relier aux crises économiques. Par la suite, nous présenterons la mobilisation des Equatoriens rassemblés autour de l'organisation Conadee à Madrid.

D'une crise financière à l'autre, le travail déraciné

Les processus de migration massive équatorienne ont ceci de remarquable, qu'ils mettent à nu la manière dont le système économique et financier modifie et fragilise les vies de secteurs entiers de la population. En effet, les premières grandes vagues d'émigration équatorienne (principalement vers les Etats-Unis, le Venezuela et la Colombie) remontent aux années 1970. Elles sont à relier à une crise qui a frappé aussi bien les pays de Nord que ceux du Sud, et qui, par son ampleur et sa durée, est qualifiée de « structurelle ». Les gouvernements successifs ont suivi une politique néo-libérale « conseillée » par le FMI et la Banque Mondiale : austérité, ouverture des frontières aux marchandises et aux investissements étrangers. La conséquence a été l'approfondissement des inégalités (cf. Barchi *et al*, 2009), la contraction de l'économie et du pouvoir d'achat et la détérioration prononcée du marché de l'emploi (Arès, 2001).

Plusieurs années de libéralisation du marché financier et de non régulation des institutions bancaires allaient finir par exploser en 1998-99, lorsque que le système financier s'effondra et que l'économie fut dollarisée (en janvier 2000)¹. Il est indéniable que la crise eut des conséquences immédiates sur l'émigration : celle-ci s'intensifia fortement à la fin des années 1990 (entre 1998 et 2003, plus de 600 000 personnes quittèrent le pays². Aujourd'hui, 10% de la population équatorienne réside à l'étranger).

Une grande partie de ces migrants s'est installée en Espagne. Au tournant du XX^{ème} siècle, ce pays traversait sa période de plus forte croissance économique depuis la fin de la dictature, « *el milagro español* ». Cette croissance impliqua de profonds changements dans le monde du travail (par exemple l'entrée massive des femmes espagnoles sur le marché du travail³). De manière « naturelle », les migrants furent appelés à s'insérer dans des secteurs qui manquaient de travailleurs : parmi eux, les services, en particulier les services à la personne –ces tâches étant assignées aux femmes immigrées⁴– et le bâtiment, lequel employa une main d'œuvre immigrée masculine. Selon le recensement de 2006, les Equatoriens étaient 385 000, soit la deuxième minorité nationale après les Marocains⁵.

On oublie parfois que les performances économiques et les changements sociaux étaient dus dans une large mesure à la contribution du travail des migrants. En effet, selon les données officielles, leur contribution à la croissance économique, par leur travail, et aux finances publiques est indéniable. L'apport des immigrés au système de sécurité sociale représente tout le surplus

¹ En mars 1999, les banques furent partiellement fermées pour éviter leur insolvabilité et enrayer la fuite massive des capitaux, car dans les jours précédents, celle-ci avait fait perdre près de 150 % de sa valeur à la monnaie locale (le *sucre*). En octobre de la même année, et devant un important déficit budgétaire (6 % du PIB) et un service de la dette qui accaparait la moitié du budget, le gouvernement a décidé un moratoire sur le paiement des intérêts des bons Brady, ce qui provoqua une nouvelle fois un exode massif de capitaux et une dévaluation du sucre de l'ordre de 100 %. Voir Arès, 2001.

² Cf. Ramirez, 2005, p. 31.

³ La participation des femmes au marché du travail est passée de 28% en 1976 à 51% en 2009. Cf : « Immigrantes: fueron y siguen siendo muy rentables para España », enlatino.com.

⁴ Jules Falquet (2008) fait une très bonne analyse de la manière dont la mondialisation accentue les clivages de sexe, en particulier en ce qui concerne les femmes migrantes du Sud vers le Nord.

⁵ Spain Country Report, Work Package 2, Undocumented Worker Transitions, EU Sixth Framework Programme, Prepared by Gabinet d'Estudis Socials, July 2007, p. 19.

prévu dans le budget. Plus de 30% de la croissance du budget de l'Etat repose sur leurs impôts et leurs contributions (ils rapportent 23 milliards d'euros par an aux finances publiques, soit 6,6%)⁶.

Mais la crise arriva. Elle affecta très gravement l'Espagne : le taux de chômage est monté brutalement (en 2011, il était de 21%), les dépenses publiques ont été réduites de manière draconienne, le pouvoir d'achat chuta, tout comme la bourse, le pays entra en récession, la dette publique augmenta. Les migrants, et leur entourage –celui-ci s'étend jusque dans leurs pays d'origine– furent sévèrement touchés par cette crise économique mondiale déclarée en 2008.

Comme l'explique un expert à la Division des Migrations Internationales de l'OCDE, « Le chômage a beaucoup plus augmenté parmi les immigrés que parmi les autochtones. Les immigrés sont plus représentés dans les secteurs affectés par la crise comme le bâtiment ou l'hôtellerie. De même, les immigrés ont plus souvent des emplois moins stables et plus souvent des contrats temporaires ».

Ils ne peuvent plus envoyer une partie de leurs salaires à leurs familles –or on sait que les transferts ont aidé des centaines de milliers de familles restées au pays à pallier à la crise interne et à subvenir aux dépenses de première nécessité, dont celles d'éducation et de santé. Dans le cas équatorien, les transferts sont passés de 3,0 milliards de dollars en 2007 à 2,4 en 2010; soit une baisse de 20%.

Une troisième conséquence de la crise se mesure dans le ralentissement des flux migratoires Sud-Nord. Ainsi, un rapport de l'OCDE souligne qu'alors que le flux migratoire augmentait de 10 % par an depuis 2003, le nombre des nouveaux immigrés recula en 2008 et 2009.

De fait, un nombre important de migrants, mais impossible à déterminer avec exactitude, a été amené à quitter son « pays d'accueil » pour son pays d'origine. Face à ce retour massif, vécu comme une véritable défaite, le gouvernement équatorien a mis en place un programme d'accueil pour les migrants, *Bienvenidos a casa*. Entre 2008 et 2009, 12 000 personnes étaient rentrées dans le pays dans le cadre de celui-ci et 33 500 autres étaient prises en charge pour effectuer le retour.

Les migrants équatoriens, ballotés d'une rive à l'autre de l'Atlantique par la succession des crises, incarnent les effets pervers des politiques de la mondialisation néolibérale. Les vies de ces personnes sont décidées ailleurs, par ceux qui promeuvent les politiques commerciales, financières et migratoires – et il va de soi que dans d'autres régions de la planète se produisent les mêmes « mouvement migratoires », que l'on devrait plus justement appeler fabrication de déracinés, pour reprendre la formule de Jean Batou (2007)⁷. Pourtant, malgré un environnement difficile, des migrants s'organisent et résistent.

Crise immobilière et mobilisation

La crise en Espagne se caractérise par la place centrale qui y occupe le système immobilier. La « *fiebre del ladrillo* », la fièvre de la brique, a été le moteur de l'économie : depuis 2000, on y a construit 700 000 logements par an, soit autant qu'en France, en Allemagne et en Angleterre réunies. Ce secteur était proprement hypertrophié. Il traduisait une politique d'accès au logement axée sur la propriété (86 % des Espagnols sont propriétaires, un record européen), reposant sur

⁶ Voir Carine Fouteau, « Combien ça coûte, combien ça rapporte ? », in *Immigration : fantasmes et réalités*, Ed La Découverte, p. 37-38.

⁷ Les politiques économiques et commerciales promues par le Nord sont largement responsables de l'immigration de centaines de milliers de personnes. Comme le dit V. Shiva (p. 137) : « Le libre-échange mondial dans l'agriculture est la plus grande usine de réfugiés ».

un endettement très lourd (jusqu'à 40 ans et plus de 50% des revenus) : entre 2004 et 2007, cinq millions de crédits hypothécaires ont été octroyés.

L'explosion de la masse des crédits était au mieux artificielle, au pire aberrante⁸. Signalons qu'au dernier trimestre 2008, le rapport entre la dette et les revenus de base disponibles des ménages (le *ratio* d'endettement) atteignait 125 % (contre 89 % en France).

La crise est survenue abruptement : avec le chômage, les ménages ont été dans l'impossibilité de rembourser les crédits hypothécaires, alors même que les taux d'intérêts montaient. Un grand nombre de ces ménages a eu accès à d'autres crédits, aggravant la spirale de l'endettement. En 2008, 2,7 millions de personnes ont fini l'année sans pouvoir acquitter les remboursements auprès des banques, lesquelles ont procédé à la multiplication des saisies (aujourd'hui, les banques espagnoles⁹ sont les principales propriétaires des biens immobiliers... dans un marché morose).

Dans la foire aux hypothèques des années 2000, décennie de l'endettement généralisé, de nombreuses agences immobilières ciblaient les migrants. « A quoi bon dépenser le salaire dans un loyer ? » Toutes les personnes interviewées¹⁰ ont été persuadées, par la publicité des agences, par l'ambiance environnante, qu'elles faisaient une très bonne affaire, car « la brique, c'est du solide ».

Plusieurs femmes équatoriennes nous ont raconté des histoires de séduction au scénario similaire : sceptiques ou réticentes par rapport à l'accès à la propriété, elles ont été harcelées par les agents immobiliers. Certains sont allés jusqu'à parler avec leurs patrons pour obtenir la « permission » afin qu'elles puissent « visiter un appartement ». En voiture (ce qui constituait, pour certaines d'entre elles, une nouveauté), on les emmène visiter un appartement joliment décoré ; certaines l'évoquent en termes de « coup de foudre ». Suivent les propositions d'endettement, auxquelles elles ne comprennent pas grand chose. Et puis, au lieu d'explications, on leur dit que l'appartement qu'elles ont vu n'est pas ou plus disponible, mais on les « branche » aussitôt sur un autre (qu'elles ne peuvent pas visiter, par exemple sous prétexte qu'il est « occupé »). Mais, charmées, elles commencent à rêver à « leur » appartement, d'autant plus que tout ce qu'on leur demande est d'apporter un garant (« un membre de la famille, par exemple ») et, parfois, de se constituer elles-mêmes, ou leur famille, comme garant(e) d'autres personnes, si besoin, d'autres clients de l'agence, même s'il s'agit de personnes qu'elles ne connaissent pas.

Par ce biais, avec des techniques plus que douteuses¹¹, les migrants, aux ressources en général maigres, ont été entraînés dans la spirale de l'endettement. Selon R. Guillén, « Plus de 500 000 familles migrantes avaient des prêts hypothécaires (...). Fin 2008, 634 800 étrangers sur les 5 200 000 qui résident en Espagne figuraient dans les registres des mauvais payeurs. 21 % du volume des dettes impayées leur est imputé, alors qu'ils représentent seulement 11 % de la population ». D'après Javier Morillas, enseignant en économie et représentant d'une banque au capital ukrainien, les migrants les plus endettés sont les Équatoriens, les Colombiens et les Roumains.

⁸ Sur les mécanismes détaillés de l'endettement des ménages, nous renvoyons à l'excellente analyse de Raúl Guillén : « Des vies sous 'hypothèque' à Madrid », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2009.

⁹ « Caja Madrid Bancaja se convierte en el mayor dueño de suelo de España », *El País*, 31 janvier 2011.

¹⁰ Le travail de terrain de ce travail s'est effectué au mois de juin 2011, à Madrid.

¹¹ « Les banques proposaient aux migrants des hypothèques complètement différentes de celles qu'elles proposaient aux Espagnols, avec des conditions abusives ». Comme l'a déclaré le président de l'Association des Usagers des banques et des assurances, Manuel Pardos, « Ils se sont servi des membres de leurs familles comme garants et ont demandé des taux d'intérêt beaucoup plus élevés ». Cf : « [Algunos inmigrantes en España dejan deudas y se marchan](#) », 2008.

Quelles ont été les perspectives des migrants au moment du tournant de la situation économique et sociale, c'est à dire depuis 2008 ? Rappelons que le chômage a atteint en Espagne un niveau record par rapport aux autres pays européens, que les expulsions montent en flèche (47 000 en 2010, des prévisions semblables pour 2011), que le climat politique et social n'est pas le plus favorable aux étrangers.

La première issue est d'essayer d'honorer les dettes, quitte à « marchander » avec les banques. La deuxième possibilité est de rentrer dans le pays. En effet, acculé par les dettes, un nombre important de ces migrants n'eut d'autre choix que de fermer la parenthèse Espagne : les dix ou quinze ans de travail dans ce pays n'ont pas apporté l'Eldorado. Peu de travaux ont documenté la dimension d'échec contenue dans ce retour. Ces lignes d'un médecin de gauche exilé par Mussolini dans un village dans le Sud de l'Italie, Carlo Levi, l'expriment –il parle des immigrés italiens aux Etats-Unis, rentrés en Italie à cause de la crise économique : « Gagliano est pleine de ces émigrants rentrés. Le jour du retour est considéré par eux tous comme un jour de malheur. 1929 fut l'année du grand malheur, tous en parlent comme d'un cataclysme... »¹².

D'autres, enfin –une minorité– vont tenter de s'organiser et de résister. C'est notamment le cas des Equatoriens rassemblés au sein de l'association Conadee. Créée il y a une dizaine d'années (mais ne disposant d'un local que depuis quatre ans), la *Coordinadora Nacional de Ecuatorianos en España* avait travaillé en vue de l'intégration sociale et la mise en valeur de la culture d'origine. Mais la situation à laquelle ont été confrontés les migrants –y compris des membres de Conadee– à savoir : chômage, hausses des intérêts, spirale des prêts, plaintes juridiques de la banque, menaces de saisie des biens immobiliers... les poussera à l'action contre les banques, et ce dès 2007.



Panneau au siège de Conadee, à Madrid Photo : Olga L. González

Au cours de leurs multiples réunions –assemblant jusqu'à 1000 personnes en 2008–, de nombreux ateliers, d'un accompagnement légal avec l'aide d'avocats bénévoles espagnols, des rencontres périodiques pour évaluer la situation, de la participation active aux manifestations pour soutenir les expulsés... s'est formé un noyau de migrants-militants qui a résisté aux réponses souvent agressives des banques, aux très maigres ressources de l'association, aux conditions difficiles de vie des migrants, au découragement.

En 2011, l'ambiance était combative. Depuis le mois de mars, les *indignados* occupaient la Puerta del Sol. Les commissions abordaient une large palette de thèmes –on y entendait des discussions

¹² Carlo Levi, *Le Christ s'est arrêté à Eboli*, Folio, 2009, p. 140.

sur des sujets tels que les luttes anticapitalistes, les discriminations au regard de l'orientation sexuelle, la répression aux révolutions arabes ou le végétarisme. Petit à petit, le thème des crédits hypothécaires fit son apparition. Lors de notre travail de terrain, nous avons pu observer que, alors que la participation des migrants dans les grandes assemblées, à la Puerta del Sol, était très mesurée, voire totalement silencieuse, dans les comités de quartier elle était timide, mais tout de même plus présente. Le thème des crédits hypothécaires revenait dans cet espace. Il était plus facile de dialoguer avec les voisins, expliquer les mécanismes du crédit, solliciter l'aide et le soutien.



Pancartes à la Puerta del Sol. Photo : Olga L. González

Dans cette ambiance, d'autres campements ou occupations de lieux publics protestant contre l'« arnaque immobilière » s'installaient dans la ville de Madrid (voir photo ci-dessous), tandis que plus de quatre millions de personnes regardaient sur YouTube un [dessin animé](#) réalisé par Alex Sailó, une fable nommée *Españistán*, où étaient clairement expliquées les mécanismes ayant abouti à la crise immobilière, ainsi que ses bénéficiaires.



Campement de protestation à Cuesta de Moyano, Madrid. Photo : Olga L. González

C'est également au cours de cet été effervescent que prit forme, à Madrid, la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca de Madrid, PAH*. Formée, comme celle qui a été créée en novembre 2010 à Barcelone pour lutter contre les expulsions, cette association fut créée à Madrid en juin 2011.

A côté de l'association Adicae, née en 1999 et spécialisée dans les dénonciations des abus du système financier¹³, elle est la principale alliée de la Conadee. C'est avec ce type d'organisations, et avec les associations de voisins, qu'ont été réalisés les gros rassemblements pour éviter les expulsions. Les deux photos ci-dessous rappellent la préparation et le jour J, le premier jour où, à Madrid, ces associations se sont coordonnées pour faire obstacle à une expulsion dans le quartier populaire de Tetuan, à forte concentration d'immigrés, le 15 juin 2011. On remarquera le dispositif policier extrêmement important –alors même que la non violence est la norme chez ces manifestants pacifiques. Ce premier jour, l'expulsion fut évitée –et, au bout d'un an d'activisme, la PAH et la Conadee ont réussi à empêcher cent expulsions.



Préparation de pancartes pour empêcher une expulsion. **Photo** : Olga L González



Dispositif policier le 15 juin 2011 à Tetuan, lors du blocage d'une expulsion. **Photo** : ElPais.com

Au fil du temps, et compte tenu des témoignages récoltés, les migrants regroupés dans Conadee ont élaboré un mot d'ordre qui ne se limitait pas à l'arrêt des expulsions mais qui dénonçait, plus globalement, « l'arnaque du système bancaire », aussi bien sur le plan juridique que politique, tout

¹³ Parmi les cas dénoncés par Adicae figure la plainte contre les instituts d'enseignement de l'anglais –les centres *Wall Street, Oxford*, parmi d'autres– pour les prêts abusifs aux étudiants.

en exigeant une loi rétroactive de « dación en pago », c'est à dire une loi permettant d'annuler la dette contractée préalablement lorsque la banque confisque le logement.

Cette mobilisation exceptionnelle contraste avec les stratégies observées parmi d'autres groupes de migrants : ainsi, au sein de l'importante association madrilène Aesco¹⁴, qui regroupe une population majoritairement colombienne, le choix n'a pas été porté vers la revendication et la mobilisation mais vers les arrangements proposés par les banques.

En effet, un des choix possibles pour les migrants était d'écouter les propositions des banques, en particulier en acceptant des renégociations des crédits, au cas par cas. Il s'avère que ces conseils, issus des banques, leur étaient très favorables, au détriment des clients¹⁵. A terme, cette stratégie individualiste a été reconsidérée par Aesco. Mais ce qui nous intéresse ici est de souligner la prégnance de ces pratiques individuelles, en dehors de la revendication collective. Dans d'autres travaux, nous expliquons la pratique de la *débrouille* individuelle, très fréquente chez les Colombiens – nous n'y reviendrons pas dans cet article¹⁶.

Ce qu'il faut comprendre est combien la mobilisation collective est exceptionnelle. Dans notre hypothèse, pour comprendre cette exceptionnalité, il faut tenir compte de la socialisation proprement politique. Celle-ci peut avoir été acquise dans le pays d'origine – c'est par exemple le cas de la présidente de Conadee, Aida Quinatoa, une dirigeante indienne qui avait participé aux luttes pour la terre en Equateur, qui à elle seule illustre une courageuse « carrière de rébellion », pour reprendre les termes de W. Gamson (Mathieu, 2006). Cette socialisation politique peut également s'être développée ou renforcée dans le pays d'accueil (par exemple, par la fréquentation de milieux politisés) ou avoir été une conséquence du processus migratoire lui-même. Dans le cas des Equatoriens, il est clair que le gouvernement a cherché à développer une conscience politique des migrants. Non seulement les droits électoraux ont été accordés aux migrants (ils ont la possibilité de voter et surtout d'élire des députés représentant la « circonscription internationale »). En plus, le « droit à la migration » est inscrit dans la Constitution : dans son article 416-6, celle-ci affirme le principe de citoyenneté universelle, la libre mobilité de tous les habitants de la planète et l'extinction progressive de la condition d'étranger comme éléments de transformation des relations d'inégalité entre les pays, et particulièrement entre le Nord et le Sud. (Koller, 2010, p. 66). L'implication directe de la ministre des affaires étrangères dans les forums internationaux, la signature, par le pays, des conventions les plus avancées en matière de droits des migrants, le développement du programme Senami¹⁷... autant de composantes d'une nouvelle forme d'affirmer les droits des migrants.

¹⁴ *Asociación América España Solidaridad y Cooperación*.

¹⁵ Selon des mécanismes semblables à ceux décrits par R. Guillén (2009): « La solution proposée par la banque ? Contracter un nouveau crédit pour couvrir la dette en instance. [C'est à dire] ajouter un plan d'épargne aux conditions déjà exigées lors de la signature de l' 'hypothèque' (ouverture d'un compte, souscription d'une assurance-vie et d'une assurance-habitation) et accepter une augmentation du 'différentiel', le pourcentage qu'ajoute la banque au taux d'intérêt de base. L'une des clauses stipule un seuil plancher des intérêts de 3,6 %. [Or ceci se produit à la fin de l'année 2008], au moment où les taux officiels commencent à passer en dessous de ce seuil ».

¹⁶ González Roa, 2007, 2008.

¹⁷ *Secretaría Nacional del Migrante*, sorte de Vice-Ministère du migrant. On lit dans sa présentation officielle : « Nous agissons dans le sens de garantir les droits et libertés à la mobilité humaine et de séjour dans les sociétés d'origine et de destination, afin qu'elles incorporent le potentiel des migrations pour un meilleur développement humain et un bien-vivre, avec les principes de l'interculturalité, l'inclusion et la coexistence ».



Affiche de la campagne déployée par le gouvernement équatorien en Espagne

Depuis la mi-2011, la mobilisation des Équatoriens est remarquée au-delà du milieu migrant, spécialement en raison de leur participation aux meetings pour éviter les expulsions. Coordonnées avec l'aide des réseaux sociaux –*facebook* et *twitter* spécialement– et par le biais de la *Plataforma*, ces meetings ont réussi à stopper plusieurs expulsions dans la région de Madrid. Aujourd'hui, les membres de la *Plataforma*, composée essentiellement d'Espagnols touchés par la crise, travaillent côte à côte avec la Conadee. « C'est d'eux qu'est né ce mouvement » affirmait Paco, membre de la *Plataforma*, lors d'une réunion locale de préparation à un meeting contre une expulsion. La Conadee poursuit ses actions également au niveau pénal, en se portant partie civile dans des litiges pour escroquerie contre les agences immobilières. Par ailleurs, elle participe aux réunions locales des *indignados* et soutient les initiatives pour changer la loi immobilière¹⁸. De plus, elle maintient une interlocution continue avec les autorités consulaires, lesquelles sont bien informées, par ce biais, des problèmes liés aux crédits hypothécaires.

Cette configuration explique probablement pourquoi l'Assemblée équatorienne (dont la majorité des membres appartient au parti du gouvernement) s'est prononcée, à la fin de l'année 2011, contre l'idée que les banques espagnoles, bien implantées en Equateur –comme, du reste, en Amérique latine– puissent réclamer les crédits et impayés des Équatoriens rentrés au pays : « Ne sera pas reconnue la validité juridique des compromis financiers engagés afin d'obtenir un logement en Espagne ; ne seront pas reconnus les actes judiciaires à l'issue de ces engagements ni ceux qui pourront advenir, étant donné qu'ils ont été établis dans des conditions d'illégalité et de fraude ». En affirmant que ces crédits ont été établis « dans des conditions d'illégalité et de fraude », cette proposition de loi s'aligne sur les positions du Conadee.

B. De la nécessité de penser les mobilisations des migrants

Cette expérience de contestation –pas exceptionnelle, mais courageuse et isolée– nous amène à nous interroger sur la forme dont les sciences sociales ont pensé les mobilisations des migrants, et sur l'émergence de l'acteur migrant.

¹⁸ Les lois et normes immobilières en Espagne sont particulièrement favorables aux banques : en cas d'hypothèque impayée, le bien est vendu aux enchères. S'il n'y a pas d'acheteur, la banque l'acquiert à 50% du prix proposé aux enchères. Dans ce cas, la personne hypothéquée devra payer le 50% restant, plus les dépenses afférentes au procès légal. Ce système rend particulièrement vulnérables les migrants (ils ont investi leurs économies, se sont lourdement endettés, ont établi des racines –enfants– et se retrouvent dans la rue, sans travail, endettés, avec une perspective de fuite vers leur pays !

Nous faisons le constat : une très large partie des études qui concernent les migrants¹⁹ portent sur les flux de population, ou sur le rôle économique que joue le rapatriement de leur épargne dans leur pays d'origine²⁰, ou bien sur la « seconde génération ».

Pour la période récente –à savoir, depuis le début des années 1990– les mobilisations des migrants ont peu fait l'objet d'une réflexion de la part des sociologues travaillant sur les migrations. Ceci surprend d'autant plus que nous assistons depuis une bonne quinzaine d'années à un renouveau de la contestation (Sommier, 2003), spécialement dans la mouvance « altermondialisation », et alors que de nombreuses études nous montrent que les grands mouvements de population font partie de notre quotidien et sont installés dans la durée (Wihtol de Wenden, 2008).

Depuis une quinzaine d'années, une seule forme de mobilisation retient l'attention des chercheurs : la lutte des sans-papiers (Barron *et al*, 2011). Cette mobilisation, importante, prend de l'ampleur, mobilise plusieurs registres : la défense des droits humains, la défense du droit de travail, l'égalité juridique, la mobilité de la main d'œuvre dans le contexte de la mondialisation (E. Terray a ainsi parlé de « délocalisation sur place »), sollicite divers soutiens nationaux, parfois problématiques²¹.

Cependant, à elle seule, cette lutte ne permet pas de rendre compte de la diversité des actions de contestation entreprises par les migrants. De nos jours, d'autres luttes de migrants existent, ayant d'autres enjeux et avec d'autres alliances. Nous connaissons l'énorme mobilisation des hispaniques et latinos aux Etats-Unis, en mai 2006. Nous connaissons peu, au demeurant, d'autres mobilisations de migrants, en Europe ou sur d'autres continents.

Dans notre hypothèse, il y a une invisibilité des luttes en cours²². Cette invisibilité est médiatique et aussi scientifique –elle est le reflet inversé de la sur-visibilisation de certains sujets, comme la violence, l'insécurité, les banlieues...

Nous pensons que le déficit théorique et le manque d'études et de données empiriques sur les mobilisations des migrants résident, dans une grande mesure, dans le fait que les recherches sur les migrants prennent en général, pour point de référence, la société d'accueil (et non pas les

¹⁹ Nous considérons comme « migrants » les personnes nées et surtout socialisées dans un pays et une culture autre que leur pays de résidence. Signalons que le statut juridique n'est pas l'élément central dans notre définition, mais le vécu social.

²⁰ A. Sayad a illustré la manière dont l'économicisme dans l'étude des migrations entraîne une forme d'utilitarisme qui nie au sujet une part essentielle de son vécu. Voir Sayad A. (1986) : « Coûts et profits de l'immigration. Les présupposés d'un débat économique », in *Actes de la Recherche en sciences sociales*, No. 61, mars, p. 383-397.

²¹ L'implication des militants (syndicats, associations, réseaux divers) est très importante dans ces luttes, voire déterminante (et les sans-papiers peuvent ne pas être capable de comprendre les tiraillements qui agitent ceux qui les soutiennent).

²² Dans les années 1990, la sociologue Johanna Siméant (1998) avait explicité les causes de cet impensé : « Y a t il une place pour une approche qui emprunte aussi bien aux travaux classiques traitant des immigrés et de l'immigration qu'aux travaux issus de la sociologie de la mobilisation et de l'action collective ? Force est de constater le cloisonnement de ces deux domaines entre une production traitant de l'immigration et des immigrés comme objets des politiques étatiques et une production attachée à l'étude des mouvements sociaux et de l'action collective, qui délaisse souvent le terrain peu valorisé de l'immigration pour celui du mouvement ouvrier ou des *nouveaux mouvements sociaux* (dans lesquels les mouvements immigrés sont rarement inclus, que ces mouvements ne semblent pas assez « nouveaux » ou qu'on évoque alors les mouvements antiracistes ou *ethniques*) ». Johanna Siméant, *La cause des sans-papiers*, Presses de Sciences-Po, 1998, 498 p. Voir spécialement les pages 29 – 47.

migrants eux-mêmes). Ce sont les intérêts et les points de vue de celle-ci qui fixent le « cadre » : les migrants sont considérés en fonction de ce cadre. Cette manière d'appréhender les migrants comporte de sérieuses conséquences²³.

Parmi celles-ci figure la tendance à leur uniformisation, un trait déjà signalé par G. Simmel : des migrants aux origines sociales, histoire nationale, parcours, âges et sexes différents sont perçus comme un ensemble homogène, leur particularité est laissée de côté. Ainsi, la ligne de démarcation retenue est souvent la date d'arrivée dans la « société d'accueil » : à un bout les « primo-migrants », à l'autre ce contresens constitué par les « migrants de deuxième (ou plus) génération », c'est à dire des personnes nées et socialisées dans le pays d'accueil. Les « migrants », quant à eux, sont dans l'entre-deux, étape passagère entre l'étrangéité absolue et la quasi entière assimilation. Pour cette raison, de nombreuses études portant sur les mobilisations des migrants étudient non pas les migrants dans leur diversité, mais ces deuxièmes ou troisièmes générations (Koopmans, 2004), c'est à dire, dans le cas français, des personnes nées et socialisées en France.

Par ailleurs, prendre pour cadre de référence la société d'accueil présente un inconvénient majeur : l'existence supposée d'une telle société d'accueil repose sur le mythe d'un ensemble suffisamment homogène pour sous-tendre l'idée d'« intégration ».²⁴ Or la notion sociologique d'intégration est devenue, dans le champ migratoire, une injonction. Considérer les migrants comme un corps étranger devant incorporer les codes nationaux pour accéder à la société d'accueil interdit, de fait, la possibilité de penser la mobilisation des migrants (si cela se produisait, ils seraient soupçonnés de « communautarisme »).

A contrario, nous pensons qu'il est important de tenir compte des particularités de ces personnes. Cela veut dire : les envisager comme des « migrants », c'est à dire, appartenant à (au moins) deux espaces nationaux. Ceci implique de prendre en compte leurs socialisations au sein de ces deux espaces nationaux. Comme le dit A. Sayad (2002, p. 88):

L'immigré dont on parle n'a pas de passé en lui-même ; il commence, pour l'immigration, par la société de l'immigration et pour la science de l'immigration, à partir du moment où il met les pieds sur le territoire de la société dont il est l'immigré, c'est-à-dire à partir du moment où il naît à l'immigration et à la science de la société d'immigration. Auparavant, il n'y avait rien ; le passé antérieur à l'immigration n'intéresse pas l'immigration. L'immigration est un objet mutilé. Il faut avoir connu l'émigration, il faut avoir intérêt à l'émigration et à son étude, pour se souvenir que tout immigré ici est un émigré de quelque part là-bas.

Cette façon d'aborder les choses permettrait de dépasser certains obstacles qui empêchent de les considérer en tant qu'acteurs, et par là, d'interroger leurs positionnements et/ou pratiques, de comprendre leurs actions, qu'elles soient collectives ou d'un autre type.

Signalons, enfin, une dernière raison de poids pour se pencher sur ces mobilisations : les migrants sont au cœur de la mondialisation. C'est d'abord sur eux que s'appliquent les mesures de flexibilité (principalement dans le monde du travail²⁵), mais plus largement, ils incarnent les transformations du « travail déraciné » (Batou, 2007). Certes, les conditions d'émergence de ces luttes sont très difficiles, mais elles permettent à des groupes, même embryonnaires, d'*exister* —et, avec A. Sayad, rappelons qu'« Exister, c'est exister politiquement ».

²³ Les réflexions de A. Sayad sur les enjeux du savoir de l'immigration et sur les « problématiques imposées » nous semblent très pertinentes. Voir *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Raisons d'agir, 2006.

²⁴ Gérard Noiriel a montré que la question de l'« intégration » est présente dès le début de l'immigration (au début de la III^{ème} République). L'intégration est consubstantiel au « problème de l'immigration » dans l'espace public. Cf. Gérard Noiriel, « L'invention de l'immigration, 1881 – 1882 », in *Migrants : craintes et espoirs*, Alain Chemin et Jean-Pierre Gélard (éd), Presses Universitaires de Rennes, 2009.

²⁵ Aponte (2003) montre qu'ils tirent à la baisse les salaires.

Conclusion

Contraints de fuir leur pays à cause de la crise financière, économique et sociale, expulsés de leur pays d'accueil pour les mêmes raisons, les migrants résistent. L'examen de l'expérience de Madrid montre qu'ils sont porteurs d'actions politiques. Il est important de ne pas négliger ce potentiel d'action et de transformation, et rappeler qu'il existe un passé de la mobilisation des migrants²⁶.

La participation active de militants Equatoriens dans les mouvements contre les abus des banques traduit la « double présence » de ces migrants. Il est impossible, en effet, de détacher la mobilisation actuelle de leurs expériences vécues dans leurs sociétés d'origine – nous avons évoqué leur expérience dans les mouvements de récupération des terres, ainsi que l'intériorisation des pratiques et des discours relatifs aux « droits », en vigueur en Equateur (Koller, 2009).

Présents, les migrants le sont également dans la société « d'accueil ». Ils sont actifs dans les réunions et les meetings. Mais ils devraient être plus présents dans la réflexion sur la mobilisation par temps de crise, parce qu'ils portent en eux des luttes transversales et qu'ils incarnent les profonds bouleversements que l'actuel modèle économique impose à la majorité de la population.

La crise économique du Nord²⁷, paradoxalement, voit l'émergence publique d'une conscience politique – que l'on songe au mouvement des *indignados*, ou aux critiques de plus en plus aiguës au modèle économique en cours²⁸. Cette conjoncture sera-t-elle l'occasion d'une renaissance, d'un élargissement de la mobilisation des migrants ?

Les dégâts du système financier se poursuivent dans les pays « de retour ». Dans les pays andins, les abus des banques sont récurrents (taux d'intérêt usurier, expulsions à l'ordre du jour...). A condition d'approfondir ce potentiel de la « double présence », ce qui implique de ne pas restreindre les analyses et les luttes à des espaces nationaux, de tenir compte des expériences et des apprentissages acquis dans l'espace migratoire, il est fort possible que les migrants soient un des chaînons importants de la contestation transnationale.

Bibliographie

« Les immigrants, moteurs de la croissance dans les pays industrialisés », *RFI*, août 2010.

Aponte, Robert, « Latinos in the US: The new largest minority & its discontents », *Journal of Latino-Latin American Studies*, Vol 1, N° 1, Fall 2003, p 29-46.

Arès, Mathieu, « La dollarisation de l'Equateur, un an plus tard », Groupe de recherche sur l'intégration continentale, Décembre 2001.

²⁶ Nous avons cité plusieurs exemples français ici, mais ces mouvements surviennent également dans d'autres espaces. Pour les continuités et différences en Californie on consultera Muller et Kalman (1977), sur la mobilisation des agriculteurs *chicanos* dans les années 60, et Travis Du Bry (2007) pour celle des années 2000.

²⁷ Les crises économiques, sociales, politiques sont l'ordinaire de nombreux pays du Sud, comme l'Equateur, dont nous avons évoqué les dégâts.

²⁸ Voir par exemple le succès de livres comme *Indignez-vous*, de Stéphane Hessel, des œuvres critiques de l'économiste espagnol José Luis Sampedro, ou la large adhésion à « L'appel contre la dictature financière ».

Batou, Jean, « Big bang des marchés et migrations », in Marie-Claire Caloz Tschopp et Pierre Dasen, *Mondialisation, migration et droits de l'homme : un nouveau paradigme pour la recherche et la citoyenneté*, Ed. Bruylant, 2007, p. 581- 609.

Berchi A., Giampietro M., Rovasio A., Sardoy A. Vázquez C., « Crisis de Ecuador 2000: la dolarización y los indígenas », Centro Argentino de Estudios Internacionales, *Working paper* N° 19, 2009. Disponible en línea en : <http://www.caei.com.ar/>

Blanc-Chaléard, Marie-Claude, « L'immigré, le citoyen et le politique », in *Le citoyen et le politique*, Actes du XXVIe colloque de Brive-la-Gaillarde, Centre d'études Edmond Michelet, 2002, p. 59-71.

Barron, Pierre ; Bory, Anne ; Chauvin, Sébastien ; Jounin, Nicolas ; Tourette, Lucie, *On bosse ici, on reste ici ! La grève des sans-papiers, une aventure inédite*, La Découverte, 2011.

Du Bry, Travis, *Immigrants, Settlers and Labourers : The Socioeconomic Transformation of a Farming Community*, LFB, 2007, 245 p.

González Roa, Olga L. « El rebusque, una estrategia de integración social » in *Revista Colombiana de Antropología*, Vol 44, n° 1, *Instituto Colombiano de Antropología e Historia*, Icanh, Bogota, 2008, p. 251-279.

González Roa, Olga L., « L'intégration problématique des Latino-américains en France » in *Les migrations internationales : enjeux contemporains et questions nouvelles*, Cédric Audebert et Emmanuel Ma Mung (éds.), Bilbao, Université de Deusto, HumanitarianNet, 2007, p. 123-134.

Kergoat, Danièle, Adelina Miranda et Nouria Ouali (Coordination) "Migrantes et mobilisées", *Cahiers du Genre* N° 51, 2011.

Koller, Sylvie, "Equateur : la politique des droits", in *Problèmes d'Amérique latine*, N° 75, Hiver 2009-2010, p. 61 – 74.

Koopmans, Ruud, « Migrant mobilisation and political opportunities: variation among German cities and a comparison with the United Kingdom and the Netherlands », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Volume 30, Issue 3, 2004.

Mathieu, Lilian, « Les cadres de l'expérience contestataire », *Territoires*, novembre 2006, p. 36 – 39.

Muller, Jean-Maire, Kalman, Jean, *Cesar Chavez : un combat non violent*, Fayard, Le Cerf, 1977, 319 p.

Ramírez Gallegos, Franklin y Ramírez, Jacques Paul. La estampida migratoria ecuatoriana. Crisis, redes transnacionales y repertorios de acción migratoria, Centro de Investigaciones CIUDAD, Quito, Ecuador, Julio 2005.

En ligne : <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/ecuador/ciudad/ramirez.pdf>

Sayad, Abdelmalek (2002), *Histoire et recherche identitaire, suivi de : Entretien avec Hassan Arfaoui*, St Denis, Éd. Bouchene, 113 p.

Sayad, Abdelmalek, « Coûts et profits de l'immigration. Les présupposés d'un débat économique », in *Actes de la Recherche en sciences sociales*, No. 61, mars, 1986, p. 383-397.

Sayad, Abdelmalek *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Raisons d'agir, 2006, 217 p.

Shiva, Vandana, "L'OMC et l'agriculture du Tiers Monde", *Le procès de la mondialisation*, ed. Edward Goldsmith y Jerry Mander, Fayard, 2001, p. 335- 357.

Simmel, G. , *Digressions sur l'étranger*,1908, in Y. Grafmeyer et I. Joseph, *L'École de Chicago*, (Textes traduits et présentés par) Coll. «Champ urbain», Aubier, 1984.

Sommier, Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, Champs, 2003

Tripier, Maryse, *L'immigration dans la classe ouvrière en France*, Éditions L'Harmattan, 1990, 332 p.

Wihtol de Wenden, Catherine, *La globalisation humaine*, Paris, PUF, 2008, 272 p.